

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL



SERVICE DES RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 30 JUIN 1999 MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DU 28 OCTOBRE 1969 INSTAURANT LE FONDS SOCIAL DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

La présente convention est conclue en exécution de l'accord sectoriel du 4 mai 1999.

**Chapitre I - Champ d'application**

La présente convention est d'application dans les entreprises relevant de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie (CP n° 210) et pour les travailleurs barémisés sous contrat de travail d'employé.

**Chapitre II - Objet - Dispositions modificatives de la convention collective de travail du 28 octobre 1969 instaurant le Fonds social**

2.1. Il est inséré un article 5bis énoncé comme suit :

Article 5bis En contrepartie du respect par les organisations syndicales et leurs représentants respectifs à tous les niveaux des engagements qu'ils ont souscrits aux articles 2 à 4, le Comité de la Sidérurgie Belge attribue semestriellement (avril et octobre) une allocation à un fonds créé à cette fin.

A partir d'octobre 1999, le versement forfaitaire est modifié de la manière suivante : on prend comme référence la contribution due pour avril 1999 augmentée de 850.000 BEF.

Cette allocation est donc portée à 8.255.113 BEF (montant avril 1999) + 850.000 BEF, soit 9.105.113 BEF à partir d'octobre 1999 et est placée en regard de l'indice pivot de référence 102.99 (indice des prix à la consommation - base 1996 = 100). Elle variera suivant les modalités de la convention du 14 janvier 1974 liant les rémunérations à l'indice des prix à la consommation, en fonction du niveau atteint par cet indice au moment de l'attribution (avril et octobre de chaque année).

Cette allocation sera par ailleurs adaptée une fois par an, à l'échéance d'avril, en fonction de révolution des effectifs en fin d'année. Cette adaptation s'exprime par la formule suivante :

$$F.S.N = F.S. N-1 \times \frac{\text{Eff. N-1}}{\text{Eff. N-2}}$$

F.S.N = allocation Fonds social échéance avril de l'année X (X = année en cours)

F.S.N-1 = allocation Fonds social échéance octobre de l'année X - 1

Eff.N-1 = effectifs fin de l'année X - 1

Eff.N-2 = effectifs fin de l'année X - 2

L'allocation n'est due que pour autant que des conventions réglant l'évolution des conditions de travail pour des périodes déterminées couvrent, au moment de l'échéance semestrielle, un nombre d'entreprises occupant % des employé! de l'ensemble du secteur. ?

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

30-06-1999

08-10-1999

52.523 / 16/210

Handwritten signatures and initials

2.2. A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> et dernier alinéa, les mentions « à l'article précédent » et « à l'article 5 » sont remplacées par la mention « aux articles 5 et 5bis ».

2.3. A l'article 7, alinéa 4, la mention « à l'article 5 » est remplacée par la mention « aux articles 5 et 5bis ».

2.4. A l'article 8, dernier alinéa, la mention « à l'article 5 » est remplacée par la mention « aux articles 5 et 5bis ».

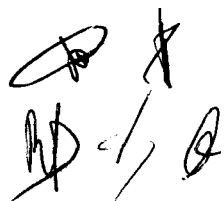
### **Chapitre III - Entrée en vigueur**

La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1999. Elle est conclue pour une durée indéterminée et pourra être dénoncée selon les mêmes modalités que celles définies dans la convention collective du 28 octobre 1969 instaurant le Fonds social.

### **Chapitre IV - Annexe**

A la présente convention est joint en annexe le texte coordonné de la convention collective du 28 octobre 1969 précitée.

\*\*\*\*



## FONDS SOCIAL - TEXTE COORDONNE

### CONVENTION COLLECTIVE DU 28 OCTOBRE 1969 INSTAURANT LE FONDS SOCIAL DE

### L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE MODIFIEE PAR :

LA CONVENTION COLLECTIVE DU 6 SEPTEMBRE 1974  
LE PROTOCOLE D'ACCORD NATIONAL DU 25 JUIN 1980  
LA CONVENTION COLLECTIVE DU 22 OCTOBRE 1984  
L'ACCORD NATIONAL DU 19 JUILLET 1989  
L'ACCORD NATIONAL DU 4 MAI 1999

Entre :

Le Comité de la Sidérurgie Belge, d'une part

et

la Centrale Nationale des Employés,  
le Syndicat des **Employés**, Techniciens et Cadres de Belgique,

s'engageant ensemble et solidairement, dans le cadre de leurs statuts, tant au niveau national qu'au niveau des régions et au niveau des entreprises affiliées au Comité de la Sidérurgie Belge, les syndicats étant désignés dans le présent accord sous l'appellation « les organisations syndicales », d'autre part.

Considérant que la présente convention ne met en cause, ni le droit de grève, ni les dispositions relatives à l'industrie, de la décision de la Commission paritaire nationale des employés, prise en exécution de la loi du 19 avril 1948 relatives aux prestations d'intérêt public en temps de paix et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 24 mai 1951 ;

Considérant que la conclusion de conventions collectives implique le respect de ces conventions par les parties signataires et engage leur responsabilité ;

Considérant que l'usage de ces conventions requiert une méthode qui règle les rapports entre les parties à tous les niveaux et qui assure le règlement des litiges pouvant surgir entre elles ;

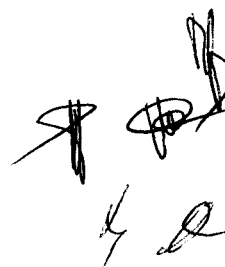
Il est convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Les organisations syndicales, nationales et régionales, les délégations syndicales d'entreprise, l'organisation patronale, les groupements patronaux régionaux et les directions des entreprises sont confirmées dans leur rôle de contractants valables pour la détermination des conditions de travail des employés occupant une fonction visée par les barèmes nationaux d'appointements minima ou par un barème d'entreprise établi dans le même cadre.

Article 2. Les organisations syndicales et patronale ainsi que leurs représentants respectifs à tous les niveaux, s'engagent à respecter, dans les limites de leur champ d'application, toutes les conventions collectives régulièrement adoptées, couvrant une, plusieurs ou toutes les entreprises relevant de la C.P.N.E.S.

Le non-respect, y compris la dénonciation avant **terme**, de ces conventions par les organisations syndicales ou régionales, que ce soit sur le plan national, régional ou d'une entreprise, entraîne la cessation des effets du présent accord.

Article 3. Les organisations syndicales et patronale s'engagent à user de toute leur influence pour que continue à se développer sur le plan régional et dans les entreprises, l'esprit de méthode et d'ordre dans les relations sociales, dont la présente convention, jumelée avec des conventions régionales ou locales réglant l'évolution des conditions de travail pour des périodes déterminées, est une expression.



Article 4. Les organisations syndicales et patronale ainsi que leurs représentants respectifs à tous les niveaux, s'engagent, en cas de litige, et quelle que soit la nature de celui-ci, à respecter les dispositions de la convention fixant la procédure de conciliation, datée du 10 septembre 1973, et à les faire respecter dans les entreprises.

Article 5. En contrepartie du respect par les organisations syndicales et leurs représentants à tous les niveaux, des engagements qu'ils ont souscrits aux articles 2 à 4, le Comité de la **Sidérurgie Belge** attribue semestriellement une allocation à un fonds créé à cette fin. Cette allocation sera portée à 5.750.000 F à partir d'octobre 1981.

L'allocation semestrielle d'octobre 1983 sera adaptée partiellement à la diminution de l'effectif global des employés de la sidérurgie résultant de la sortie de Cockerill Mechanical Industries de la compétence de la C.P.E.S.

Les allocations semestrielles d'avril et octobre 1984 seront totalement adaptées à la diminution de l'effectif global des employés de la sidérurgie résultant de la sortie de Cockerill Mechanical Industries de la compétence de la C.P.E.S.

A partir d'avril 1985, les versements semestriels forfaitaires seront déterminés chaque année de la manière suivante : on prend comme référence, d'une part, la contribution due pour octobre 1984 et d'autre part, les effectifs à fin 1983 ; à partir de 1985, le montant forfaitaire dû sera déterminé en fonction de ces deux références, étant entendu que la diminution des effectifs entre la fin de l'année précédant le versement et la fin 1983 sera prise en considération à concurrence de 10 % seulement pour le calcul des versements dus en 1985, ce pourcentage augmentant de 10 points par année, pour atteindre 100 % en 1994.

Cette détermination annuelle de l'allocation s'exprime par la formule suivante :

$$FS_N = \left[ \begin{array}{c} FS \\ \text{octobre} \\ 1984 \end{array} \times \frac{EFF.N-1}{EFF.1983} \right] + \left\{ \left[ \begin{array}{c} FS \\ \text{octobre} \\ 1984 \end{array} - \left( \begin{array}{c} FS \\ \text{octobre} \\ 1984 \end{array} \times \frac{EFF.N-1}{EFF.1983} \right) \right] \times \frac{1994 - N}{10} \right\}$$

Où,

- F.S. = l'allocation pour le Fonds social.
- N = l'année pendant laquelle le versement est dû.
- N - 1 = l'année antérieure à l'année de déduction.
- EFF. = les effectifs en fin d'année.

Cette allocation de référence est augmentée de 2.572.440 F, ce qui a pour effet d'augmenter à concurrence de 5 millions de F le résultat de l'application de la formule pour l'ensemble des allocations exigibles en avril et en octobre 1989.

L'augmentation prévue à l'alinéa précédent entre en vigueur avec l'allocation semestrielle exigible en avril 1989.

Ces montants sont placés en regard de l'indice de référence 140.02 (indice des prix à la consommation - base 1974/1975 = 100). Ils varieront suivant les modalités de la convention du 14 janvier 1974 liant les appointements à l'indice des prix à la consommation, en fonction du niveau atteint par cet indice au moment de l'attribution.

L'allocation n'est due que pour autant que des conventions réglant l'évolution des conditions de travail pour des périodes déterminées couvrent, au moment de l'échéance **semestrielle**, un nombre d'entreprises occupant les y» des employés de l'ensemble du secteur.

Une allocation exceptionnelle et unique de F. 500.000 sera attribuée au Fonds à la fin août 1980.

Article 5bis En contrepartie du respect par les organisations syndicales et leurs représentants respectifs à tous les niveaux des engagements **qu'ils** ont souscrits aux articles 2 à 4, le Comité de la Sidérurgie Belge attribue semestriellement (avril et octobre) une allocation à un fonds créé à cette fin.

A partir d'octobre 1999, le versement forfaitaire est modifié de la manière suivante : on prend comme référence la contribution due pour avril **1999** augmentée de 850.000 BEF.

Cette allocation est donc portée à **8.255.113** BEF (montant avril 1999) + 850.000 BEF, soit **9.105.113** BEF à partir d'octobre 1999 et est placée en regard de l'indice pivot de référence 102.99 (indice des prix à la consommation - base 1996 = 100). Elle variera suivant les modalités de la convention du 14 janvier 1974 liant les rémunérations à l'indice des prix à la consommation, en fonction du niveau atteint par cet indice au moment de **l'attribution** (avril et octobre de chaque année).

Cette allocation sera par ailleurs adaptée une fois par an, à **l'échéance** d'avril, en fonction de révolution des effectifs en **fin** d'année. Cette adaptation s'exprime par la formule suivante :

$$F.S.N = F.S. N-1 \times \frac{Eff.N-1}{Eff.N-2}$$

F.S.N = allocation Fonds social échéance avril de l'année X ( X = année en cours)

F.S.N-1 = allocation Fonds social échéance octobre de l'année X - 1

Eff.N-1 = effectifs fin de l'année X - 1

Eff.N-2 = effectifs fin de l'année X - 2

L'**allocation** n'est due que pour autant que des conventions réglant l'évolution des conditions de travail pour des périodes déterminées **couvrent**, au moment de l'échéance semestrielle, un nombre d'entreprises occupant **V\*** des employés de l'ensemble du secteur.

Article 6. L'allocation visée aux articles 5 et 5bis est diminuée si une grève totale ou partielle se produit dans une entreprise :

- a) à propos d'une matière couverte par une convention collective à durée déterminée, régulièrement adoptée à quelque niveau que ce soit ;
- b) à propos de toute autre matière, sans que soient respectées les dispositions de la convention fixant la procédure de conciliation datée du 10 septembre 1973.

Chaque fois que survient une grève dans les conditions précitées, la diminution de l'allocation semestrielle sera de **130 F** par employé ayant cessé ou dû cesser le travail et par jour d'arrêt jusqu'au vingtième jour de grève et de 260 F au-delà, sans pouvoir être inférieure à 1 % de la somme des allocations afférentes aux deux semestres précédents, ni supérieure à 7.5 % de cette somme.

Ces montants sont placés en regard de l'indice de référence 140.02 (indice des prix à la consommation - base **1974/1975 = 100**) et évoluent de la même manière que l'allocation visée aux articles 5 et 5bis.

Article 7. En cas d'arrêt intempestif du travail, l'article 6 n'est pas d'application.

Il faut entendre par arrêt intempestif du travail, l'arrêt qui apparaît, après appréciation des circonstances de fait, comme s'étant déclenché en dehors de toute approbation ou collaboration des organisations ou des délégations syndicales.

Dans un tel cas, les organisations et les délégations syndicales mettront tout en œuvre pour faire reprendre le travail dans le plus bref délai possible.



Si le travail reprend au plus tard au cours de la période de travail (selon les **catégories**, journée ou poste normalement à prester) suivant celle pendant laquelle l'arrêt a eu lieu, il ne sera appliqué aucune diminution de l'allocation visée aux articles 5 et 5bis.

Dans le cas contraire, le principe d'une diminution de ladite allocation et l'importance de cette diminution feront l'objet d'un examen entre les parties signataires qui tiendront notamment compte de la durée de l'arrêt de travail, de sa nature, des efforts faits par les organisations et délégations syndicales pour éviter l'arrêt et faire reprendre le travail ainsi que de l'absence d'appui ou de soutien financier des travailleurs qui poursuivent la grève malgré ces efforts.

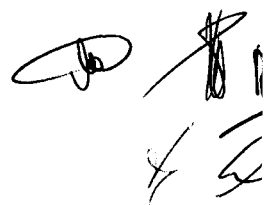
Article 8. Il n'y a pas d'application des dispositions des articles 6 et 7 lorsque la grève se produit soit parce que l'employeur refuse, après que les règles de conciliation aient été respectées par les deux parties d'appliquer une convention collective nationale ou régionale, ou une convention conclue au niveau de son entreprise, soit parce qu'à l'occasion d'un litige l'employeur refuse de se présenter ou de se faire représenter devant les organes de conciliation conformément à la procédure convenue entre les parties signataires.

Dans cette éventualité, l'allocation visée aux articles 5 et 5bis est augmentée dans les mêmes conditions que celles prévues pour la diminution à l'article 6, alinéa 2.

Article 9. Les représentants nationaux des parties signataires examinent ensemble la réalité des faits décrits aux articles 2, alinéa 2, 6, 7 et 8 et décident de **l'application** éventuelle de la diminution de **l'allocation** prévue par la présente convention. Si un désaccord devait subsister, ils peuvent soumettre la question à un collège de cinq personnes au plus, désigné de commun accord. A défaut d'accord sur cette désignation, ce collège sera composé de deux personnes désignées par les organisations syndicales, de deux personnes désignées par l'organisation patronale, ainsi que du président de la C.P.N.E.S.

Article 10. La présente convention entre en vigueur le **1<sup>er</sup> octobre 1969** et est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée moyennant un délai de préavis de six mois, celui-ci ne pouvant prendre cours au plus tôt que le **1<sup>er</sup> novembre 1970**.

---



# MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID



## DIENST VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN

### COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 30 JUNI 1999 TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 28 OKTOBER 1969 TOT INSTELLING VAN EEN SOCIAAL FONDS VOOR DE STAALNIJVERHEID

Onderhavige overeenkomst is afgesloten in uitvoering van het sectoraal akkoord van 4 mei 1999.

#### Hoofdstuk I - Toepassingsgebied

Onderhavige overeenkomst is van toepassing in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de IJzernijverheid (PC nr 210) vallen en voor hun werknemers onder arbeiderscontract.

#### Hoofdstuk II - Onderwerp - Bepalingen tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 oktober 1969 tot instelling van het sociaal Fonds

2.1. Er wordt een artikel 5bis toegevoegd dat als volgt geformuleerd wordt :

Artikel 5bis Als tegenprestatie voor het naleven van de verbintenissen aangegaan in de artikelen 2 tot en met 4 door de vakverenigingen en hun vertegenwoordigers op alle niveaus, stort het Belgisch IJzer- en Staalcomité halfjaarlijks (april en oktober) een toelage aan een daartoe opgericht fonds.

Vanaf oktober 1999 wordt de forfaitaire storting als volgt gewijzigd : als referentie neemt men de toelage verschuldigd voor april 1999 verhoogd met 850.000 BEF.

Deze toelage wordt dus op 8.255.113 BEF (bedrag april 1999) + 850.000 BEF, t.t.z. 9.105.113 BEF, gebracht vanaf oktober 1999 en naast het referentie-indexcijfer van 102.99 geplaatst (indexcijfer der consumptieprijzen - basis 1996 = 100). De toelage zal schommelen naargelang de modaliteiten van de overeenkomst van 14 januari 1974 tot koppeling van de wedden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, in functie van het door dit indexcijfer bereikte niveau op het ogenblik van de toekenning (april en oktober van elk jaar).

Deze toelage zal bovendien éénmaal per jaar, op de vervaltermijn van april, aangepast worden in functie van de personeelsevolutie op het einde van het jaar. Deze aanpassing wordt uitgedrukt door volgende formule :

$$S.F.N. = S.F. N-1 \times \frac{\text{Eff. N-1}}{\text{Eff. N-2}}$$

- S.F.N. = toelage sociaal Fonds, vervaltermijn april van het jaar X (X = lopende jaar)  
F.S.N-1 = toelage sociaal Fonds, vervaltermijn oktober van het jaar X - 1  
Eff.N-1 = tewerkstellingseffectief van het jaar X - 1  
Eff.N-2 = tewerkstellingseffectief van het jaar X - 2

De toelage is slechts verschuldigd voor zover overeenkomsten tot regeling van de evolutie van de arbeidsvoorwaarden voor de bepaalde periodes op het ogenblik van de zesmaandelijks vervaltermijn van kracht zijn voor een aantal ondernemingen die % van de bedienden van de sector in zijn geheel tewerkstellen.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTRATIE-ENDEPOTSTR.

30-06-1999

08-10-1999

NR.  
N°

52.523

Handwritten signatures and initials, including a large 'A' and 'O'.

- 2.2. In **artikel 6**, alinéa 1 en laatste **alineea**, worden de vermeldingen "in **orig artikel**" en "in **artikel 5**" **vervangen** door de vermelding "in de **artikels 5** en **5bis**".
- 2.3. In artikel 7, alinéa 4, wordt de vermelding "in artikel 5" vervangen door de vermelding "in de artikels 5 en 5bis".
- 2.4. In artikel 8, laatste alinéa, wordt de vermelding "in artikel 5" vervangen door de vermelding "in de artikels 5 en 5bis".

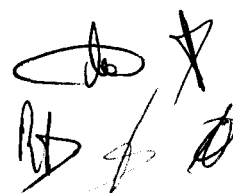
### **Hoofdstuk III - Inwerkingtreding**

Onderhavige overeenkomst wordt van kracht op 1 oktober 1999. Ze wordt afgesloten voor een onbepaalde duur en zal opgezegd kunnen worden volgens dezelfde modaliteiten **alsdeze** die bepaald werden in de collectieve overeenkomst van 28 oktober **1969 tot** instelling van het sociaal Fonds.

### **Hoofdstuk IV - Bijlage**

In bijlage aan onderhavige overeenkomst wordt de **coördinatie** van bovenvermelde collectieve overeenkomst van 28 oktober **1969** gevoegd.

\*\*\*\*





## SOCIAAL FONDS - COORDINATIE

### COLLECTIEVE OVEREENKOMST VAN 28 OKTOBER 1969 TOT INSTELLING VAN EEN SOCIAAL

#### FONDS VAN DE STAALNIJVERHEID GEWIJZIGD DOOR:

DE COLLECTIEVE OVEREENKOMST VAN 6 SEPTEMBER 1974  
HET PROTOCOL VAN NATIONALE OVEREENKOMST VAN 25 JUNI 1980  
DE COLLECTIEVE OVEREENKOMST VAN 22 OKTOBER 1984  
HET NATIONAAL AKKOORD VAN 19 JULI 1989  
HET NATIONAAL AKKOORD VAN 4 MEI 1999

Het Comité van de Belgische **Staalnijverheid**, enerzijds,

en

de Landelijke Bedienden Centrale,  
de Bond voor Bedienden, Technici en Kaders van België,

zich samen, in het raam van hun statuten, solidair verbindend, zowel op nationaal **alsop** gewestelijk vlak en op het vlak van de ondernemingen aangesloten bij het Comité van de Belgische Staalnijverheid, deze vakverenigingen in deze overeenkomst aangeduid zijnde onder de benaming "de vakverenigingen", **anderzijds**.

Overwegende dat deze overeenkomst noch het stakingsrecht in het gedrang brengt, noch de bepalingen **betreffende de nijverheid vervat** in de beslissing van het Nationaal **Paritair Comité** van de Bedienden, die **tot** uitvoering van de wet van 19 april 1948 aangaande de "prestaties van algemeen belang in **vredetijd**" genomen en algemeen verbindend verklaard werd bij koninklijk besluit van 24 mei 1951;

Overwegende dat het sluiten van collectieve overeenkomsten de naleving van die overeenkomsten door de **ondertekenende partijen** insluit en hun **verantwoordelijkheid** meebrengt;

Overwegende dat het gebruik van deze overeenkomsten een methode vereist die de betrekkingen tussen de partijen op **alle** niveaus regelt en de **geschillen** die tussen hen kunnen rijzen, oplost;

zijn overeengekomen wat volgt:

**Artikel 1.** De nationale en gewestelijke vakverenigingen, de syndicale **afvaardigingen** in de onderneming, de werkgeversorganisatie, de gewestelijke werkgeversgroeperingen en de bedrijfsdirecties worden in hun **rol** bevestigd **als** geldige contractanten bij het vaststellen van de **arbeidsvoorwaarden** voor de bedienden die een **functie** bekleden die in de nationale minimumweddeschalen of een in **hetzelfde** raam vastgestelde bedrijfsweddeschaal is beoogd.

Artikel 2. De vakverenigingen en de werkgeversorganisatie en hun **onderscheiden vertegenwoordigers** op **alle** niveaus gaan de **verbintenis** aan, al de regelmatig aangenomen collectieve overeenkomsten binnen de grenzen van hun toepassingsveld na te **leven**, of ze nu één, verscheidene of **alle** ondernemingen **afhangende** van het N.P.C.B.I.J. **betreffen**.

Worden deze overeenkomsten door de nationale of gewestelijke organisaties op het nationaal of gewestelijk vlak of op het vlak van een onderneming niet nageleefd of voor het verstrijken opgezegd, dan houdt deze overeenkomst op **uitwerking** te hebben.

Artikel 3. De vakverenigingen en de werkgeversorganisatie gaan de verbintenis aan al hun invloed aan te wenden opdat zich verder op het gewestelijk vlak en in de ondernemingen de geest van methode en orde in de sociale betrekkingen zou **ontwikkelen** die in deze overeenkomst, verbonden met gewestelijke en plaatselijke overeenkomsten **tot** regeling van de evolutie der arbeidsvoorwaarden voor bepaalde termijnen, **tot** uitdrukking komt.



Artikel 4. De vakverenigingen en de werkgeversorganisatie en hun onderscheiden vertegenwoordigers op **alle** niveaus gaan de verbintenis aan in **geval** van een geschil van om het even **welke** aard, de bepalingen van de overeenkomst van 10 september 1973 in de ondernemingen te doen naleven.

Artikel 5. **Als** tegenprestatie voor het naleven van de **verbintenissen** aangegaan in de **artikelen 2 tot 4** door de vakverenigingen en hun vertegenwoordigers op **alle** niveaus, kent het Comité van de Belgische Staalnijverheid om de zes maanden een toelage toe aan één met dit **doel** ingesteld fonds. Die toelage zal vanaf oktober **1981** op 5.750.000 F gebracht worden.

De zesmaandelijks toelage van oktober **1983** zal gedeeltelijk aangepast worden aan de vermindering van het globale effectief van de bedienden tewerkgesteld in de Staalnijverheid voortvloeiende uit de overgang van Cockerill Mechanical Industries naar een ander Paritair Comité.

De zesmaandelijks toelagen van april en oktober 1984 zullen volledig aangepast worden aan de vermindering van het globale effectief tewerkgesteld in de Staalnijverheid voortvloeiende uit de overgang van Cockerill Mechanical Industries naar een ander Paritair Comité.

Vanaf april 1985, zullen de zesmaandelijks forfaitaire stortingen **elk** jaar op volgende wijze vastgesteld worden: **als** **referte-basis** wordt **enerzijds** de bijdrage verschuldigd voor oktober 1984 genomen, en **anderzijds** het effectief op einde 1983; vanaf 1985, zal het **forfaitair** verschuldigd bedrag vastgesteld worden in functie van die **twee refertes** met dien verstande dat de vermindering van het effectief opgenomen op het einde van het jaar voorafgaand op het stortingsjaar, vergeleken met einde 1983, slechts in aanmerking zal komen ten belope van 10 % voor de berekening van de stortingen verschuldigd in 1985, met een verhoging van dit percentage van 10 punten per jaar, om in 1994 100 % te bereiken.

Deze jaarlijkse vaststelling kan **uitgedrukt** worden door volgende formule:

$$SF_N = \left[ SF_{\text{okt.1984}} \times \frac{EFF.N-1}{EFF.1983} \right] + \left[ SF_{\text{okt.1984}} - \left( SF_{\text{okt.1984}} \times \frac{EFF.N-1}{EFF.1983} \right) \right] \times \frac{1994 - N}{10}$$

Waar

S.F. = toelage voor het sociaal Fonds

N = het jaar gedurende **hetwelk** de **storting** verschuldigd is

N - 1 = het op het stortingsjaar voorafgaand jaar

EFF. = het **tewerkstellingseffectief** op het einde van het jaar

De basistoelage wordt **verhoogd** met 2.572.440 F, wat **als** gevolg **heeft** dat het resultaat van de toepassing van deze formule voor het geheel van de toelagen verschuldigd in april en in oktober 1989 met 5 miljoen F verhoogd wordt.

De verhoging **voorzien** in **voorgaande** alinéa **treedt** in werking voor de zesmaandelijks toelage verschuldigd in april 1989.

Deze bedragen worden naast het **referentie-indexcijfer** van 140.02 geplaatst (index van de **consumptieprijzen** - basis 1974/1975 = 100). Ze zullen **schommelen** in overeenstemming met de beschikkingen van de overeenkomst van 14 januari 1974 waarbij de wedden aan het indexcijfer der consumptieprijzen gekoppeld worden, en dit volgens het **peil** bereikt door het indexcijfer van de consumptieprijzen op het ogenblik van de toekenning.

De toelage is slechts verschuldigd voor zover, op het ogenblik van de zesmaandelijks **vervaltermijn**, de ondernemingen **waarvoor** de overeenkomsten **tot** regeling van de evolutie van de **arbeidsvoorwaarden** voor bepaalde **termijnen** van kracht zijn, een aantal bedienden tellen dat gelijk is aan % van de in het geheel van de sector tewerkgestelde bedienden.

Een **uitzonderlijke** en enige bijdrage van 500.000 F zal aan het fonds **gestort** worden op einde augustus 1980.

Artikel 5bis Als tegenprestatie voor het naleven van de verbintenissen aangegaan in de artikelen 2 tot en met 4 door de vakverenigingen en hun vertegenwoordigers op alle niveaus, stort het Belgisch IJzer- en Staalcomité halfjaarlijks (april en oktober) een toelage aan een daartoe opgerichtfonds.

Vanaf oktober 1999 wordt de forfaitaire storting als volgt gewijzigd : als referentie neemt men de toelage verschuldigd voor april 1999 verhoogd met 850.000 BEF.

Deze toelage wordt dus op 8.255.113 BEF (bedrag april 1999) + 850.000 BEF, t.t.z. 9.105.113 BEF, gebracht vanaf oktober 1999 en naast het referentie-indexcijfer van 102.99 geplaatst (indexcijfer der consumptieprijzen - basis 1996 = 100). De toelage zal schommelen naargelang de modaliteiten van de overeenkomst van 14 januari 1974 tot koppeling van de wedden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, in functie van het door dit indexcijfer bereikte niveau op het ogenblik van de toekenning (april en oktober van elk jaar).

Deze toelage zal bovendien éénmaal per jaar, op de vervaltermijn van april, aangepast worden in functie van de personeelsevolutie op het einde van het jaar. Deze aanpassing wordt uitgedrukt door volgende formule :

$$S.F.N. = S.F. N-1 \times \frac{\text{Eff. N-1}}{\text{Eff. N-2}}$$

- S.F.N. = toelage sociaal Fonds, vervaltermijn april van het jaar X (X = lopende jaar)  
F.S.N-1 = toelage sociaal Fonds, vervaltermijn oktober van het jaar X - 1  
Eff.N-1 = tewerkstellingseffectief van het jaar X - 1  
Eff.N-2 = tewerkstellingseffectief van het jaar X - 2

De toelage is slechts verschuldigd voor zover overeenkomsten tot regeling van de evolutie van de arbeidsvoorwaarden voor de bepaalde périodes op het ogenblik van de zesmaandelijks vervaltermijn van kracht zijn voor een aantal ondernemingen die % van de bedienden van de sector in zijn geheel tewerkstellen.

Artikel 6. De bij artikels 5 en 5bis bedoelde toelage wordt verminderd indien zich in een onderneming een totale of gedeeltelijke werkstaking voordoet:

- in verband met een stof waarvoor een collectieve overeenkomst van een bepaalde duur bestaat, die op om het even welk niveau op geldige wijze afgesloten werd;
- in verband met om het even welke andere stof, zo de bepalingen van de overeenkomst van 10 september 1973 tot vaststelling van de verzoeningsprocedure niet nageleefd werden.

Telkens wanneer in voornoemde omstandigheden een staking uitbreekt, zal de zesmaandelijks toelage met 130 F per bediende die het werk gestaakt heeft of heeft moeten staken en per stilleggingsdag verminderd worden en dit tot de twintigste stakingsdag, waarna de vermindering op 260 F wordt gebracht, zonder nochtans minder dan 1 % van de som van de toelagen voor de twee vorige zesmaandelijks termijnen noch meer dan 7.5 % van deze som te mogen bedragen.

Deze bedragen worden naast het referentie-indexcijfer van 140.02 geplaatst (index van de consumptieprijzen - basis 1974/1975 = 100) en evolueren op dezelfde wijze als de bijdrage waarvan sprake in de artikels 5 en 5bis.

Artikel 7. In geval van ontijdige stillegging van het werk, wordt art. 6 niet toegepast.

Onder ontijdige stillegging van het werk dient te worden verstaan een stillegging die na beoordeling van de feitelijke omstandigheden, blijkt ontstaan te zijn zonder enige goedkeuring of medewerking van de syndicale organisaties of afvaardigingen.

In zo'n geval, zullen de syndicale organisaties en afvaardigingen allés in het werk stellen om het werk zo spoedig mogelijk te doen hernemen.

Wordt het werk hernomen uiterlijk tijdens de werkperiode (normaal te presteren werkdag of dienst naar gelang de catégorie) volgend op de werkperiode tijdens dewelke de stillegging zich heeft voorgedaan, dan zal de in de artikels 5 en 5bis bedoelde toelage niet verminderd worden.

In het andere geval, zullen het beginsel van de vermindering van die toelage en het bedrag van die vermindering door de **ondertekenende partijen samen onderzocht** worden; deze laatste zullen onder **meer rekening houden** met de duur en de aard van de stillegging van het werk, met de inspanningen die de syndicale **organisaties** en **afvaardigingen** gedaan hebben om de stillegging te **vermijden** en het werk te doen **hervatten** en met de **afwezigheid** van **steun** of **financiële hulp** aan de werknemers die ondanks die inspanningen de staking **voortzetten**.

**Artikel 8.** De bepaling van de artikels 6 en 7 wordt niet toegepast wanneer de staking uitbreekt omdat de werkgever, nadat de **verzoeningsvoorschriften** door de twee partijen nageleefd werden, **weigert** een nationale of gewestelijke collectieve overeenkomst of een collectieve overeenkomst op het vlak van zijn onderneming toe te passen, **ofwel** omdat de werkgever ter gelegenheid van een geschil weigert voor de **verzoeningsorganen** te verschijnen of zich te **laten vertegenwoordigen** overeenkomstig de door de ondertekenende partijen aangenomen procédure.

In dat geval wordt de toelage **waarvan** sprake in de artikels 5 en 5bis **verhoogd** onder dezelfde **voorwaarden als die welke** in art. 6, 2de lid, voor de vermindering **voorzien** zijn.

Artikel 9. De nationale **vertegenwoordigers** der ondertekenende partijen **onderzoeken** samen de werkelijkheid van de in de **artikelen** 2 (2de lid), 6, 7 en 8 beschreven feiten en beslissen over de eventuele toepassing van de in onderhavige overeenkomst voorziene verminderingen van de toelage. Zo een onenigheid **blijft** bestaan tussen deze vertegenwoordigers, leggen zij de **kwestie** ter beslissing voor aan een collège van maximum vijf personen, bij gemeen overleg aangewezen. Bij onenigheid over deze aanwijzing, zal dit collège samengesteld worden uit twee personen aangewezen door de **vakverenigingen**, twee personen aangewezen door de werkgeversorganisatie en de voorzitter van het P.C.B.I.J.

Artikel 10. Deze overeenkomst wordt van kracht op 1 oktober 1969 en wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Zij kan worden opgezegd met een opzeggingstermijn van zes maanden, die op zijn vroegst op 1 november 1970 kan aanvangen.

---

